JEAN-LUC DOMENACH

Alliance, conflit et parenté : le cas chinois

A l'heure où le drame polonais rappelle quelle puissante tutelle pèse sur les peuples d'Europe orientale, la tentation est grande de se tourner vers le seul grand pays qui soit parvenu à se libérer de la domination soviétique — un pays, au surplus, qui s'oppose de façon effective à son ancien protecteur : la Chine. Pourtant, l'expérience chinoise n'offre pas que des raisons d'espérer. Après d'autres signes, le récent rétablissement des relations entre le PCC et le PCF vient de rappeler ce que les discours de propagande et les communiqués diplomatiques n'auraient pas dû faire oublier : la Chine est sortie de l'alliance soviétique, mais non du modèle soviétique de socialisme ; elle fait encore partie de la grande famille marxiste-léniniste. Essayer d'analyser et d'expliquer cette situation, ce n'est pas seulement éclairer un paradoxe mal connu. C'est aussi nuancer l'opinion commune sur le conflit qui oppose la Chine communiste à son ancien protecteur.

Des relations instables

L'influence de l'histoire sur les relations actuelles entre le PCC et le PCUS est considérable. Peut-être faut-il considérer qu'aujourd'hui encore celles-ci restent marquées par un événement ancien : l'échec de l'alliance conclue entre le communisme soviétique et le jeune mouvement révolutionnaire chinois en 1924-1927. Cette période apparaît en effet après coup comme la seule où le PCC se soit trouvé l'objet d'une entreprise de soviétisation idéologique *et* pratique. L'effondrement de la stratégie de collaboration avec la bourgeoisie nationale prônée par Staline contribue à expliquer que Mao Tse-tung se soit

imposé à la tête du PCC (1935) et se soit toujours montré capable de protéger son indépendance décisionnelle face à un allié lointain. Pendant les quatre grandes périodes qui ont suivi, le Parti chinois a entretenu avec l'Union soviétique des rapports très différents *sauf* ceux qui impliquaient la soviétisation de son propre appareil.

De 1927, et plus encore de 1935, à 1949, un premier modèle s'est mis en place : celui d'une désoviétisation organisationnelle et stratégique combinée à une soviétisation idéologique. Les hommes de Moscou sont éliminés ou marginalisés. Le PCC entretient des relations assez suivies avec la métropole soviétique mais décide de sa stratégie dans une indépendance quasi-totale. On sait — surabondamment peut-être — combien cette stratégie fut originale : c'est à l'issue d'une longue guérilla menée essentiellement dans les campagnes et sur des mots d'ordre nationalistes que le PCC a remporté la victoire. Ce que l'on sait moins, c'est que, grâce aux efforts d'acclimatation théorique de Mao Tsé-tung et à de puissants mouvements de rectification, ce parti, massivement paysan et militaire, s'est appliqué durant cette période un processus de soviétisation idéologique. La victoire fut celle de Mao — mais « l'idéologie directrice » était celle de Staline.

Après 1949, les impératifs de la sécurité et du développement économique conduisirent le nouveau pouvoir à rechercher l'alliance et plus encore l'aide de l'Union soviétique. Les dirigeants chinois acceptèrent de réduire leur indépendance en matière extérieure (la Chine devait dans l'ensemble se comporter comme un membre discipliné du camp soviétique) et même intérieure (le gouvernement communiste entreprenait de soviétiser l'économie et les institutions). Autrefois seulement idéologique, l'influence soviétique s'étendait à la politique concrète. Cependant, cette évolution rencontra rapidement deux limites. D'une part, les communistes chinois se montraient capables de résister — d'une façon qui mériterait d'être étudiée (1) — aux infiltrations soviétiques dans leur appareil de décision : à aucun moment, au moins après l'affaire Gao Gang (2), il n'a été possible de

(1) Que le problème se soit posé à l'époque est une évidence que l'on éprouve malheureusement des difficultés à confirmer par des sources précises. Signalons néanmoins l'accusation portée par Hu Yaobang, l'actuel président du PCC, contre Kang Sheng, le grand maître des services de sécurité chinois : dans un discours interne prononcé en novembre 1978, Hu reproche à Kang d'avoir défendu, en 1951, le modèle d'organisation des services de sécurité soviétiques (*Issues and Studies*, juin 1980, p. 78).

(2) Ancien de la guérilla mais aussi potentat du puissant Nord-Est (en contact, donc, avec les Soviétiques), Gao Gang fut éliminé en décembre 1953. De nombreux observateurs ont estimé que l'une des raisons de son élimination résidait dans ses liens avec Moscou. Mais il n'existe aucune certitude.

repérer avec certitude une faction pro-soviétique dans les instances supérieures du PCC. D'autre part, peu de temps après que le processus de soviétisation eut commencé à se concrétiser — une constitution de type soviétique était adoptée en septembre 1954 et les objectifs détaillés du premier plan quinquennal étaient annoncés en février 1955 — Mao Tsé-tung en limitait les effets par des initiatives hétérodoxes : le premier bond en avant de 1955-1956, les Cent-Fleurs et une nouvelle stratégie extérieure. Le deuxième modèle des rapports sino-soviétiques, celui des années cinquante, a donc été caractérisé par une extension de l'influence soviétique à l'économie, aux institutions et à la diplomatie. Mais cette influence était limitée par l'indépendance des centres de décision du régime et par les premières initiatives maoïstes.

A partir de la rupture sino-soviétique de 1959-1960 s'est organisé un nouveau modèle de relations sino-soviétiques qui ne devait s'effacer totalement qu'à la fin des années soixante-dix. Les causes et les circonstances de la rupture sont assez bien connues aujourd'hui. Si la Chine populaire est sortie de l'alliance soviétique, c'est d'abord parce que ses dirigeants l'ont voulu. En effet, leurs efforts pour rendre autonomes leur modèle intérieur et leur stratégie extérieure s'étaient de plus en plus heurtés à l'intention soviétique de n'aider la Chine qu'en échange d'une conformité d'ensemble de son régime et d'une coordination des deux politiques étrangères. Cette exigence était inadmissible pour des dirigeants venus au pouvoir sans aide soviétique — des dirigeants qui, au surplus, se sentaient contraints d'innover par leurs difficultés intérieures. Mais il faut également noter que les dirigeants chinois possédaient les moyens de rompre. Des moyens organisationnels : les centres de commandement du parti et de l'armée n'avaient pas été pénétrés par l'influence soviétique. Des moyens idéologiques aussi : en étendant à la construction du socialisme une réflexion jusqu'alors limitée à des innovations stratégiques ou à des adaptations pédagogiques, Mao Tsé-tung avait élaboré depuis 1956 certains principes d'un modèle alternatif. Bref, le PCC était en mesure de résoudre le déséquilibre croissant des relations sino-soviétiques, non par une soviétisation complète, mais par une extension de l'indépendance à tous les domaines : ce fut le troisième modèle.

Ce n'est pas ici le lieu de détailler les causes de son effondrement à partir de la révolution culturelle. L'une d'entre elles, cependant, est centrale pour notre propos car elle touche à la nature même du modèle alternatif édifié par Mao Tsé-tung. Sa critique du modèle soviétique a engendré un schisme rampant à l'intérieur du PCC. Elle

a ouvert la voie à des conflits internes qui ont finalement mis en danger, pendant la révolution culturelle, les bases mêmes du régime. Mais Mao n'est pas pour autant parvenu à distinguer suffisamment son modèle idéologique du modèle classique pour acquérir la confiance populaire sans laquelle son projet était voué à l'échec. Le Grand Bond en avant (1958-1960) n'abolit ni ne remplaça la conception stalinienne du développement. Il en étendit la réalisation aux campagnes et l'accéléra : seul son échec permit la formulation, en 1960-1962, d'une priorité à l'agriculture et à l'industrie légère que les particularités de l'économie chinoise rendaient nécessaire. La révolution culturelle n'annula pas le parti unique : elle le suspendit, le temps d'une purge ludique et violente, pour en renforcer aussitôt le pouvoir. Quelles que fussent ses ambitions, le projet maoiste s'est résumé à une déformation verbalement utopiste et pratiquement totalitaire du modèle soviétique classique, non à son dépassement.

Le retour dans la famille marxiste-léniniste

Rien d'étonnant, dans ces conditions, que l'effondrement du modèle maoïste n'ait pas seulement provoqué la chute d'une faction, mais ébranlé l'ensemble du régime. Le père du communisme chinois avait failli : l'ensemble de son œuvre était mis en cause. Bien qu'il ait été amorti par dix années de réajustements politiques (1968-1978), l'effondrement du modèle maoïste a engendré une profonde crise de confiance dans les villes chinoises. Les dissidents du « mouvement démocratique » en furent les interprètes les plus conséquents. Mais le danger le plus grave ne se situait pas là, aussi longtemps du moins que le régime conservait un pouvoir de contrôle et de répression suffisant. Il venait de ce que la crise de confiance avait pénétré (dans des proportions que l'histoire devra mesurer) l'appareil du PCC.

La majorité des dirigeants admettait la nécessité d'abolir enfin le règne des formules creuses et de remettre la Chine sur la voie de la modernisation. Mais pour cela, deux voies se présentaient. La première consistait à estimer, de façon très classique, que le délire d'un Mao vieillissant ne compromettait pas les bases théoriques et les acquis politiques du régime : il suffisait donc de reprendre pour point de départ les méthodes éprouvées des années cinquante. En revanche, une deuxième voie, qui semble avoir tenté de très hauts dirigeants, consistait à admettre ce qui, aux yeux de nombreux Chinois, était une évidence : avec Mao, c'est le régime communiste, c'est peut-être le marxisme-léninisme qui avaient échoué ; il fallait donc recourir à des importations massives de technologie, de management et

même, dans une large mesure, de libéralisme politique en Occident.

Après avoir, semble-t-il, hésité durant l'automne 1978 et l'hiver 1979, Deng Xiaoping et ses collègues choisirent finalement la première solution. Leur histoire personnelle les y préparait : ces anciens guérilleros avaient reçu leur formation idéologique à l'époque stalinienne et leur expérience de gouvernement la plus fructueuse datait des grandes années de la collaboration sino-soviétique. Mais la raison principale de leur choix était ailleurs : si la voie des réformes de structure permettait d'espérer un développement économique rapide, elle rendait plus probable encore la disparition du régime communiste (3).

Dès lors, quels que fussent ses épisodes et ses palinodies, l'évolution du régime chinois était inéluctable : c'était le retour aux « grands équilibres » du modèle soviétique. Depuis 1979, la « direction Deng Xiaoping » a rétabli la primauté du parti, le rôle de l'Etat et des instances techniques, l'autorité théorique du Plan et jusqu'aux signes extérieurs de la hiérarchie dans une société où chacun se voit assigner un rôle déterminé. Mais il ne pouvait s'agir de revenir à un modèle soviétique pur : d'abord, comme nous l'avons vu, parce que celui-ci, ayant été très rapidement nuancé, n'avait jamais existé en Chine ; mais aussi parce que le temps qui s'était écoulé depuis avait déposé un héritage psychologique, social et politique avec lequel il fallait compter. C'est pourquoi le processus de resoviétisation que connaît la Chine depuis 1979 présente trois caractéristiques originales : il est triste, limité et paradoxal. Tout d'abord, si l'on revient aux principes des années cinquante, c'est à reculons, sans l'enthousiasme et la faculté d'innovation que l'on montrait alors. Rendus lucides par l'expérience, les dirigeants chinois savent que, ce qu'ils font aujourd'hui, c'est faute de mieux — que, notamment, ce qu'ils gagnent en stabilité politique, ils le perdent en matière de rapidité du développement économique. Ils se savent donc condamnés — c'est la deuxième caractéristique — à pallier les rigidités de leur régime, non par de vrais compromis ou par des réformes globales, mais par des retraites temporaires, par des limitations conjoncturelles du pouvoir politique. La production agricole reste insuffisante ? On décollectivise partiellement l'agriculture. La qualité de l'enseignement supérieur demeure médiocre ? Quelques milliers de fils de

(3) DENG XIAOPING a souvent exprimé ce souci dans des discours internes. Mais le dirigeant chinois qui s'est expliqué avec le plus de franchise sur cette question est Chen Yun, l'homme du Ier Plan quinquennal qui est aujourd'hui redevenu le grand maître de l'économie chinoise (on se référera à son discours interne reproduit dans *Etudes et Documents*, août 1980, pp. 45-65).

cadres iront étudier à l'étranger. Les difficultés financières et économiques interdisent d'élaborer une stratégie économique de moyen terme ? On élève le « rééquilibrage » — c'est-à-dire le pilotage à vue — au rang d'une stratégie. Le régime chinois actuel combine les principes éprouvés du classicisme soviétique avec un pragmatisme conjoncturel.

La caractéristique la plus spectaculaire de cette évolution est qu'elle contredit une politique étrangère dont les grands axes n'ont eux, apparemment pas changé. Un modèle intérieur dans l'ensemble très proche des enseignements soviétiques a été réinstallé en Chine non par les chars russes, mais par des dirigeants hostiles à l'Union soviétique. Dans le même temps, la stratégie extérieure de Pékin confirmait un antisoviétisme actif né à l'époque maoïste. Elle le rendait même plus effectif et plus dangereux pour Moscou en renouant avec le camp occidental (1970-1975) puis en forgeant des relations de quasi-alliance avec les Etats-Unis (1978-1981). La caractéristique la plus apparente du rapport que la Chine populaire entretient aujourd'hui avec l'Union soviétique, c'est le paradoxe entre la re-soviétisation intérieure et la permanence de l'antisoviétisme à l'extérieur.

La primauté des facteurs internes

Ce paradoxe est-il solide et durable ? Ou bien reflète-t-il une contradiction instable ? Pour répondre à cette question centrale, il est utile de rechercher quels facteurs permanents expliquent l'histoire chaotique des rapports entre le PCC et le modèle soviétique depuis 1949. Si l'on met de côté le rôle, pourtant par moments décisif, des personnes et des factions — que l'on pense à l'imbrication des enjeux personnels et idéologiques dans la politique chinoise et dans la dispute Mao-Khrouchtchev — quatre facteurs au moins paraissent avoir exercé une influence permanente.

Les facteurs extérieurs, tout d'abord. La structure des relations internationales a sans nul doute constitué un environnement influent pour les relations interétatiques entre Pékin et Moscou. De ce point de vue, l'histoire des trois dernières décennies paraît fournir deux enseignements complémentaires : que la polarisation des forces pousse une puissance de second rang comme la Chine à se ranger dans l'un des deux camps (comme on l'a vu de 1949 à 1959 et, de façon un peu moins nette, depuis 1972) ; et que la détente entre les deux Grands rend au contraire une politique indépendante de la Chine à la fois plus nécessaire et moins difficile (comme on l'a vu dans les années

soixante). De plus, l'évolution du rapport des forces mondial et régional est un élément important du calcul stratégique de Pékin. Puissance par définition « candidate » à un rôle plus important dans le futur, la Chine trouve plus aisément une place du côté du moins fort : on se souvient que l'affaiblissement des Etats-Unis a été un motif explicite du mouvement entrepris par Pékin vers Washington entre 1968 et 1972. Enfin, le modèle idéologique du PCC a été plus influencé qu'on ne le croit souvent par ce que l'on pourrait appeler les phénomènes idéologiques internationaux et plus précisément par les mutations idéologiques qui se produisaient dans l'environnement politique ou géographique de la Chine : la déstalinisation et la montée des révisionnismes en Europe de l'Est (1956-1960), la montée des populismes du Tiers Monde (1960-1966) et plus récemment le déclin spectaculaire du marxisme en Indochine (1975-1981).

Un deuxième facteur est le nationalisme chinois. Encore faut-il en mesurer la nature et les effets. Car il ne présente qu'un seul contenu permanent : la défense de l'indépendance du parti et de l'Etat qui motive, aujourd'hui, le maintien d'un contrôle strict sur les étrangers en Chine. Au-delà de ce facteur stable mais défensif, le nationalisme du PCC a adopté des visages différents. C'est seulement dans les années de maoïsme virulent (1958-1968) que le gouvernement chinois a placé au-dessus de tout les vertus d'indépendance et de rayonnement extérieur. Avant — et, à un moindre titre, après — les dirigeants chinois ont privilégié dans une proportion variable la sécurité et le développement du pays. Pour cette raison, ils ont alors estimé possible d'aliéner temporairement une partie de leur indépendance idéologique, économique et même diplomatique. Le facteur nationaliste paraît donc à la fois stable et décisif dans sa version défensive, et plutôt flou dans son acception positive. Il explique mieux l'indépendance des évolutions du régime chinois que leur nature.

L'urgence et les énormes difficultés du développement économique chinois constituent du côté de Pékin le troisième facteur permanent des relations sino-soviétiques. S'il est un acquis de la recherche sur la Chine populaire, c'est bien celui qui concerne l'influence des débats (et des difficultés) économiques sur la formation du délire maoïste (1956-1958) comme sur le choix de régime du printemps 1979. Aucune de ces deux ruptures ne se comprend si l'on ignore le sentiment du danger chez Mao puis chez Deng Xiaoping. Malgré les lents progrès de l'économie chinoise, le problème n'a pas fondamentalement changé depuis le milieu des années cinquante : la Chine est un énorme pays rural et surpeuplé que travaillent à la fois les contradictions du développement et du sous-développement.

Il ne faut pas oublier que toute l'histoire politique de la Chine populaire s'est déroulée sur un fond de disette et de catastrophes climatiques. Les stratégies économiques successivement adoptées devaient résoudre autant la question de la survie alimentaire que celle du modèle de croissance. Par leur urgence, par leur ampleur et aussi par leur rémanence, les difficultés économiques sont un facteur de changements brutaux, d'adhésions aussi rapides que les dénonciations et les repentirs qui les suivent.

La gravité des problèmes économiques permet de comprendre le rôle du dernier facteur permanent : la succession de modèles idéologiques très contrastés. Entre le classieisme efficace mais lent et les ambitions à hauts risques, les urgences économiques laissent peu d'espace (et de temps) pour la réforme et l'expérimentation. Peut-être le facteur le plus important de l'évolution du rapport de la Chine communiste à son modèle soviétique aura-t-il résidé dans l'incapacité des communistes chinois à développer, à partir de la matrice soviétique originelle, un modèle conservant ses vertus politiques propres mais adapté aux énormes problèmes économiques et sociaux du pays. Cette faillite idéologique explique l'adoption successive d'un premier modèle importé efficace mais insuffisamment adapté aux réalités et aux urgences chinoises, puis d'un utopisme à la fois mal dégagé du stalinisme et totalement irréaliste, enfin d'un deuxième modèle de type soviétique capable de supporter les secousses politiques et sociales mais comme essoufflé et rabougri sur lui-même.

Dans l'histoire de la Chine populaire, ces quatre facteurs ne paraissent pas avoir influé d'une façon équivalente sur les rapports sino-soviétiques. Notre sentiment est que les deux premiers sont eeux qui ont fonctionné de la façon la moins active. L'environnement international favorisait un certain type de politique, il n'en imposait pas la nature et l'intensité. Exception faite d'une capacité d'indépendance qui est l'une des grandes originalités du communisme chinois, le nationalisme des dirigeants de Pékin a autorisé des politiques différentes — et, à deux reprises, très modérées. En revanche, les facteurs intérieurs — économiques, politiques et idéologiques — nous paraissent avoir influé de façon non exclusive, mais décisive sur les redéfinitions successives de l'attitude chinoise à l'égard de Moscou : en 1950, le besoin d'une aide économique et la communauté idéologique se sont ajoutés à la recherche de la sécurité pour transformer l'alliance militaire en une participation active au camp soviétique ; à la fin des années cinquante, l'autonomisation du modèle intérieur transforme les différends en conflit et en rivalité ; au début des années soixante-dix, l'affaiblissement intérieur consécutif à la révolution

culturelle conduit Zhou Enlai, devant la menace d'un conflit militaire avec Moscou, à se rapprocher de l'Occident.

La primauté des facteurs intérieurs dans la détermination de l'attitude chinoise à l'égard de l'URSS conduit à questionner son évolution récente. On est fondé à se demander si le contraste entre le régime intérieur et la politique étrangère ne recouvre pas une contradiction peu durable (et déjà partiellement résolue) entre ce qui a déjà changé (le régime) et ce qui va changer dans le même sens (la politique extérieure). L'ouverture entre Pékin et Moscou, dans l'automne 1979, de négociations politiques bientôt suspendues mais non annulées, le va-et-vient des émissaires et les échanges de petites phrases (ou de silences) seraient les signes avant-coureurs d'une inévitable modération du conflit sino-soviétique. Qu'en est-il ?

Une hostilité fluide

Il faut d'abord rappeler que le seul élément stable des relations entre le PCC et le PCUS depuis 1927, c'est la volonté et la capacité d'indépendance des communistes chinois. S'ils veulent un jour renouer avec Pékin, les dirigeants soviétiques devront auparavant renoncer à exercer un quelconque contrôle politique sur leurs partenaires chinois.

Par comparaison avec cette capacité d'indépendance, le contenu du conflit sino-soviétique paraît aujourd'hui, non pas moins important, mais plus aléatoire. Il n'existe plus de différend idéologique sérieux entre les deux communismes. Pékin a réhabilité le modèle classique. Son pragmatisme conjoncturel ne peut être plus condamnable, aux yeux de Moscou, que celui de plusieurs autres membres du camp soviétique. Surtout, en plaçant le dogme de la souveraineté de chaque parti au-dessus de tous les autres critères, le PCC ne suspend plus la reprise des relations à son propre jugement sur l'URSS mais à l'arrêt des critiques soviétiques. C'est pourquoi, pour la thèse, le véritable contenu du conflit n'est plus idéologique. Il est devenu stratégique. La presse chinoise ne présente plus l'URSS comme un traître, mais comme un ennemi. Elle ne détaille plus ses turpitudes, mais démontre le danger qu'elle représente et la nécessité de lui faire pièce. Ici se trouve aujourd'hui le principal facteur de stabilité du conflit sino-soviétique, au moins du point de vue chinois. La Chine se sent aujourd'hui menacée par l'URSS au même titre qu'elle s'est autrefois sentie menacée par les Etats-Unis, de la guerre de Corée au deuxième conflit indochinois. Comme elle n'a pas les moyens — ni

l'ambition, depuis l'effondrement du modèle maoïste — de constituer à elle seule un pôle de résistance, elle est contrainte de s'aligner plus ou moins sur le camp occidental — quitte à tirer par ailleurs un profit commercial, technologique et aujourd'hui militaire de cet alignement. Au fond, le dernier grand facteur de conflit, pour la Chine, est aujourd'hui celui qui ne dépend pas d'elle : c'est la menace que Moscou fait peser sur son intégrité, sa sécurité et son indépendance.

La presse chinoise ne cesse d'insister sur l'ampleur croissante de cette menace. D'une part, le rapport mondial des forces, notamment en Asie, se modifie en faveur de Moscou, sans que les Occidentaux en tirent les conclusions proposées par Pékin. D'autre part, et surtout, le rapport bilatéral des forces entre Pékin et Moscou se dégrade de façon accélérée depuis quelques années, non seulement au plan des armements, mais au plan de ce que l'on pourrait appeler la « puissance installée » de la Chine. La croissance de l'économie chinoise n'a cessé de se ralentir depuis 1978 : elle est passée d'un rythme de 12 % à 3 % en 1981, sans qu'une amélioration sensible soit en vue. En fait, tout laisse à penser que, jusque vers la fin de la décennie, l'économie chinoise éprouvera de graves difficultés à absorber les générations en surnombre nées aux belles heures du maoïsme (4). La seule politique économique possible restera celle du « rééquilibrage », c'est-à-dire du bricolage conjoncturel. Les dirigeants chinois le reconnaissent : une Chine de moins en moins capable de supporter la comparaison avec son puissant voisin, une Chine en proie au rééquilibrage permanent ne peut pas se permettre de prendre des risques à l'extérieur. Elle est contrainte à la prudence par l'ampleur même de la menace extérieure et par son propre affaiblissement.

Ainsi prennent sens les changements secondaires observés depuis 1979 dans le déploiement de la politique extérieure chinoise, que l'on oublie souvent de noter. L'orientation, on l'a vu, reste identique ; la Chine conduit de par le monde une politique effectivement antisoviétique. Mais la politique chinoise a subi des éclipses régionales : elle a pratiquement abandonné l'Amérique latine, elle s'efface dans une bonne partie de l'Afrique et baisse de ton en Europe. Surtout, quelle que soit la violence des discours, son intensité effective baisse chaque fois qu'un affrontement direct est possible avec Moscou. L'aide chinoise à la résistance afghane reste discrète. Pékin s'est toujours montré méfiant devant les efforts d'émancipation du

(4) Sur la situation actuelle de l'économie chinoise et ses possibilités d'évolution, on lira avec profit l'article de Pierre VERDIER, La Chine deviendra-t-elle une puissance économique ?, dans *Politique internationale*, automne 1981, pp. 193-213.

corps social polonais (5). Même en Indochine, la stratégie adoptée à l'issue de l'échec rencontré par son offensive sur les frontières vietnamiennes de février-mars 1979 vise autant à immobiliser l'ennemi qu'à le vaincre. Les allusions aujourd'hui fréquentes de la propagande chinoise à une « paix » qui, quoique « menacée » par l'URSS, reste non seulement souhaitable mais « possible » acquièrent dès lors une signification claire : Pékin a choisi de ne pas changer sa politique à l'égard de Moscou, mais d'en diminuer les risques.

Cette stratégie est par excellence une stratégie d'attente et de transition. Elle porte en elle plusieurs hypothèses d'avenir différentes, qui vont d'un nouveau durcissement à des compromis temporaires. En attendant, elle propose d'ores et déjà à la diplomatie chinoise deux champs de manœuvre où chaque progression pourra plus tard prendre sens aussi bien comme un gain par rapport à Moscou que comme une perche tendue à l'adversaire. Le premier, offert à la diplomatie d'Etat, avait été brillamment exploré dans les années cinquante : c'est la mouvance progressiste des non alignés, qu'il s'agisse de l'Inde ou même d'Etats plus proches de l'URSS. Le second, encore moins neuf, concerne la diplomatie de parti, qui a perdu beaucoup de son importance dans la décennie précédente : c'est le monde communiste. Pékin n'a jamais cessé d'entretenir des relations convenables avec les démocraties populaires d'Europe de l'Est, qu'il considérait comme des victimes, et il s'efforce généralement de maintenir ses positions chez les alliés les moins virulents de Moscou dans le Tiers Monde. Depuis 1979, il renoue avec les partis communistes d'Europe occidentale, privilégiant dans un premier temps les partis eurocommunistes dont il ne s'est, à tort ou à raison, jamais exagéré l'indépendance réelle. Tout indique que cette politique va devenir plus active, sinon toujours efficace.

En d'autres termes, le paradoxe des relations sino-soviétiques recouvre une contradiction dans laquelle la réalité intérieure chinoise — retour au modèle soviétique, affaissement économique — joue un rôle moteur. L'évolution interne influe déjà sur la politique étrangère. Celle-ci semble aujourd'hui caractérisée par une fluidité et une dualité inévitables. Tout se passe au fond comme si, après avoir hésité en 1979 a atténuer de façon publique et contractuelle son conflit avec Moscou, Pékin, contraint de prendre en compte la rémanence de la menace soviétique, avait adopté, au moins transitoirement, une attitude double : poursuivre sa politique d'encoura-

(5) Cf. l'article du GESC, La Chine et la crise polonaise, dans *Défense nationale*, août-septembre 1981, pp. 95-107.

gement à l'antisoviétisme et, chaque fois que possible, marquer des points contre Moscou ; mais exclure les risques, limiter les pertes et laisser la porte ouverte sur l'avenir. Il ne faut pas voir là la duplicité d'une puissance sûre d'elle-même, mais surtout le reflet d'une évolution plus subie que voulue : la Chine est sortie de l'orbite soviétique mais elle n'a pas encore réussi son décollage économique, et son régime a réintégré la grande famille des régimes de type soviétique.

Jean-Luc DOMENACH. — **Alliance, conflict and kinship : the Chinese case.**

Since 1949 the relations between China and the USSR have been characterized alternatively by alliance and conflict and more recently a paradoxical relationship between a return to the soviet model in internal politics and the maintenance in foreign policy of a line apparently hostile to the USSR. Yet, the primacy of internal factors (both economic and ideological) helps understand why China's soviet policy has already suffered local eclipses and an overall lowering of intensity, and why, to-day, it demonstrates a certain flexibility.

RÉSUMÉ. — *Depuis 1949, les relations sino-soviétiques ont successivement été caractérisées par l'alliance, le conflit et, récemment, un rapport paradoxal entre le retour au modèle soviétique à l'intérieur et le maintien d'une politique étrangère apparemment hostile à l'URSS. La primauté des facteurs intérieurs (économiques et idéologiques) permet cependant de comprendre que la politique soviétique de la Chine ait déjà subi des éclipses locales et une baisse générale d'intensité, et qu'elle montre aujourd'hui une certaine fluidité.*